

# APPEL A CANDIDATURES LEADER BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE 2023-2027

La Région Bourgogne-Franche-Comté en sa qualité d'autorité de gestion régionale du FEADER pour la période de programmation 2023-2027 lance un appel à candidatures auprès des territoires organisés pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies locales de développement au titre de LEADER. Il s'agit de sélectionner les Groupes d'Action Locale (GAL) qui porteront les programmes LEADER 2023-2027.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre du programme LEADER en Bourgogne-Franche-Comté, le contenu attendu des dossiers de candidatures ainsi que les critères d'analyse des candidatures.

Cet appel à candidatures donnera lieu à une seule session de sélection. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au vendredi **29 juillet 2022**.

## En bref ...

Le texte de l'appel à candidatures est rédigé conformément à la réglementation européenne et au Programme Stratégique National (PSN) en cours d'approbation.

Les points saillants en sont :

- **une déclinaison régionale des principes fondamentaux de LEADER** fondée notamment sur une démarche ascendante, un partenariat local associant public et privé et une recherche d'innovation ;
- **un rôle renforcé des territoires de projet existants** et engagés dans une démarche de contractualisation territoriale avec la Région, qui sont invités à **décliner leur projet de territoire de façon cohérente et complémentaire entre LEADER, les autres politiques européennes et les politiques territoriales régionales** ;
- des stratégies territoriales ciblées assorties d'un plan d'action resserré démontrant la capacité du territoire, à son échelle, à **répondre aux orientations du projet de Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) approuvé en septembre 2020 et/ou aux priorités de la Politique Agricole Commune (PAC)**.

# Sommaire

1. Principes généraux de leader .....	4
2. Contexte et enjeux de LEADER en Bourgogne-Franche-Comté .....	5
A. Le contexte et cadrage réglementaire européens .....	5
B. Les orientations de LEADER 2023-2027 en Bourgogne-Franche-Comté.....	7
C. La traduction de la stratégie en fiches action .....	8
3. Critères de recevabilité d'une candidature GAL (non dérogeables) .....	9
A. Territoires éligibles .....	9
B. Stratégie ciblée .....	11
C. Concertation locale public-privé .....	11
D. Moyens humains .....	11
E. Contenu attendu d'une candidature .....	11
4. Fonctionnement de LEADER 2023-2027 .....	11
A. Rôles de la Région dans la mise en œuvre de LEADER.....	12
B. Missions et responsabilités des GAL dans la mise en œuvre de LEADER.....	13
C. Contexte de travail des GAL et de la Région .....	14
5. Dotation financière.....	15
6. Articulation avec les autres fonds européens .....	16
7. Performance .....	17
8. Contenu attendu du dossier de réponse à l'AAC LEADER 2023-2027.....	18
A. Première partie : le territoire et la stratégie .....	18
B. Deuxième partie : la gouvernance .....	19
C. Troisième partie : le plan d'actions .....	20
D. Quatrième partie : la maquette financière, le pilotage et l'évaluation .....	20
9. Critères sur lesquels sera appréciée une candidature et procédure de sélection des GAL.....	21
A. Modalités de sélection des GAL .....	21
B. Démarches suivant la sélection .....	21
C. Calendrier de sélection des GAL.....	21

# 1. Principes généraux de leader

LEADER est un acronyme pour « **Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale** ». Il s'agit d'une méthode de mise en œuvre de projets territorialisés, intégrés et innovants, adaptés aux besoins des territoires ruraux, en réponse à une stratégie définie localement par un ensemble de partenaires publics et privés. L'objectif est de favoriser un développement local équilibré qui réponde aux enjeux locaux actuels et à venir. Cette démarche est mise en œuvre depuis 30 ans, d'abord comme une initiative communautaire expérimentale, puis, à partir de 2007, intégrée à la politique de développement rural de l'Union européenne.

Les projets mis en œuvre dans le cadre de la démarche LEADER sont financés par les crédits du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) et par des crédits publics nationaux qui peuvent provenir de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements, ainsi que d'autres fonds publics (Agence de l'eau, établissements publics...).

La mise en œuvre de LEADER vise à concevoir ou renforcer des stratégies locales de développement et à soutenir les actions permettant de concrétiser ces stratégies. Les actions programmées dans le cadre de LEADER doivent apporter une valeur ajoutée en termes de méthodologie et/ou de contenu.

L'approche LEADER est fondée sur sept concepts clés :

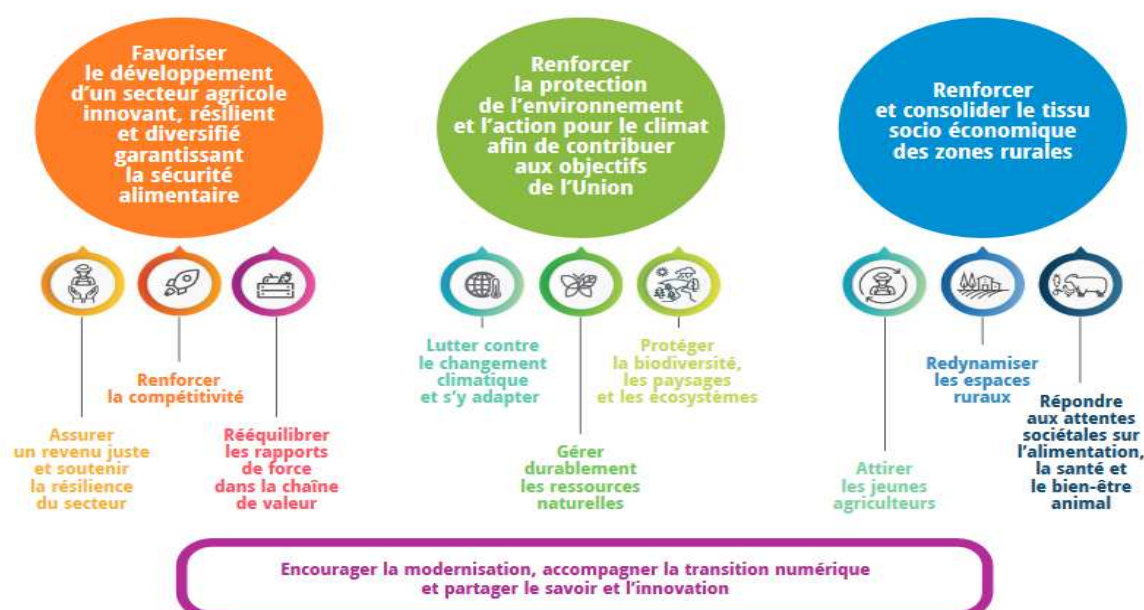
- 1- L'élaboration d'une **stratégie locale de développement** spécifique à un territoire de projet. Chaque stratégie définit un axe de développement privilégié reflétant le caractère multisectoriel et participatif du projet.
- 2- **Un partenariat local public-privé** en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la Stratégie Locale de Développement (SLD) et réuni au sein d'un groupe d'action locale (GAL), donnant aux acteurs privés une place égale à celle des acteurs publics au niveau décisionnel.
- 3- **Une approche ascendante** : l'élaboration, les choix de priorités et la mise en œuvre de la stratégie sont confiées au GAL dans le cadre d'un comité de programmation. La démarche ascendante vise à renforcer le pouvoir de décision des acteurs locaux et doit favoriser l'émergence de solutions innovantes, créer une valeur ajoutée territoriale et faciliter l'appropriation des projets locaux par la population.
- 4- **Une approche intégrée et multisectorielle** qui doit permettre de créer du lien entre acteurs et activités rurales en mêlant les différents secteurs économiques sociaux et environnementaux au profit de la stratégie locale de développement.
- 5- **Un laboratoire d'idées** : LEADER doit être le catalyseur d'idées nouvelles, de créativité et d'application tant sur les contenus que sur les méthodes.
- 6- La mise en œuvre de **projets de coopération**, avec d'autres territoires français, européens ou extra-européens.
- 7- **Le travail en réseau** : l'implication des Groupes d'Action Locale (GAL) dans les réseaux régionaux, nationaux et européens doit faciliter les échanges d'expériences, de savoirs faire et de bonnes pratiques, en particulier envers les territoires non-GAL.

**Les Groupes d'Action Locale (GAL) sont les acteurs** qui constituent le cœur de la démarche LEADER. Un GAL regroupe des partenaires publics et privés représentatifs des acteurs socio-économiques d'un territoire, pour élaborer une stratégie locale de développement. L'originalité de la démarche repose sur la forte implication de la société civile, et sur des démarches innovantes qui portent à la fois sur l'animation et sur l'aménagement du territoire. Le GAL est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie définie sur le territoire donné.

## 2. Contexte et enjeux de LEADER en Bourgogne-Franche-Comté

### A. Le contexte et cadrage réglementaire européens

Dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune (PAC), chaque Etat-membre doit élaborer un document unique pour cinq années appelé le Plan stratégique national (PSN). Il devra définir les besoins prioritaires sur son territoire par rapport aux trois grands objectifs de la réforme de la PAC, chacun déclinés en trois objectifs spécifiques auxquels s'ajoute un objectif de modernisation.



Le plan stratégique national regroupe les aides du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC (FEAGA<sup>1</sup>) et les aides du 2<sup>ème</sup> pilier de la PAC (FEADER).

Ce document unique est élaboré par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, autorité de gestion du FEADER. Les Régions sont quant à elles autorités de gestion régionales.

<sup>1</sup> FEAGA : Fonds européen agricole de garantie

En tant qu'autorité de gestion régionale, la Région Bourgogne-Franche-Comté a défini ses propres besoins prioritaires au regard des 10 objectifs spécifiques de la PAC de manière partenariale avec les acteurs du territoire. Cette contribution régionale a été transmise au Ministère de l'agriculture et de l'alimentation en janvier 2020.

En 2020, la Région Bourgogne-Franche-Comté a également travaillé en partenariat avec les acteurs du territoire à la définition des grandes lignes des futures interventions FEADER au niveau régional. Ces travaux ont permis de contribuer au niveau national en 2021, à la définition des fiches-intervention du PSN qui sont communes à l'ensemble des Régions et qui portent sur les thématiques suivantes : échanges de connaissances et d'informations, investissements, coopération (innovation, développement local), zones soumises à des désavantages spécifiques, installation de jeunes agriculteurs et démarrage d'entreprises en milieu rural, gestion des risques, engagements en matière d'environnement et climat, zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques.

Ces fiches interventions seront ensuite déclinées régionalement afin d'intégrer les spécificités régionales de chaque intervention.

**Dans ce cadre européen, LEADER tend à répondre à l'objectif PAC relatif au renforcement du tissu socioéconomique des zones rurales et plus précisément à l'objectif de redynamisation des espaces ruraux.**

Il s'inscrit par ailleurs dans la thématique coopération, fiche intervention 77.5. Par conséquent, les stratégies LEADER 2023-2027 devront répondre aux besoins prioritaires identifiés régionalement et à la fiche LEADER 77.5 du PSN (cf. Annexe 1).

Une première version du PSN daté du 29 juillet 2021 a été envoyée par la France à la Commission européenne.

La nouvelle PAC entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023, date de démarrage de la nouvelle programmation. Le PSN représente un volume financier de 45.8 milliards d'€ dont 10.1 milliards d'€ pour le 2<sup>ème</sup> pilier de la PAC (FEADER).

En tant qu'autorité de gestion régionale, la Région Bourgogne-Franche-Comté gèrera une enveloppe FEADER d'un montant de 254.1 millions d'€ sur les thématiques suivantes : investissements, forêt-bois, conseil, formation, innovation, aide à l'installation des jeunes agriculteurs, LEADER, Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (API), Protection des races menacées (PRM), gestion des risques, Natura 2000, une mesure agro-environnementale et climatique (MAEC) forfaitaire.

Les indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN), les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), les aides à la conversion et au maintien en agriculture biologique et la lutte contre la prédation gérée par la Région en 2014-2022 seront désormais gérées par l'Etat.

**La mise en œuvre de LEADER est encadrée par 4 principaux textes :**

- La proposition de règlement (UE) relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune (adoption prévue en 2022) ;

- la proposition de règlement (UE) établissant les règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats-membres dans le cadre de la politique agricole commune et financés par le FEAGA et par le FEADER (adoption prévue en 2022) ;
- Le Plan Stratégique National, en particulier la fiche intervention 77.5, non approuvé à ce jour (adoption prévue en 2022) ;
- Le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas.

Des actes délégués et d'exécution viendront compléter ce corpus réglementaire.

## B. Les orientations de LEADER 2023-2027 en Bourgogne-Franche-Comté

Afin de prendre en compte la diversité des territoires, **LEADER permet de mettre en place des Stratégies Locales de Développement (SLD) adaptées à chaque spécificité locale**, et de doter les territoires de moyens leur permettant d'apporter des réponses propres aux défis de la Bourgogne-Franche-Comté et de ses territoires ruraux et péri-urbains.

Il est proposé à chaque territoire de projet de **décliner son projet de territoire de façon cohérente et complémentaire entre LEADER, les autres politiques européennes et les politiques régionales d'aménagement du territoire.**

Pour les territoires qui souhaitent candidater à cet appel à candidature, il est attendu la transmission d'une stratégie LEADER ciblée assortie d'un plan d'action resserré démontrant la capacité du territoire, à son échelle, à **répondre aux orientations du projet de Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) approuvé en septembre 2020 et/ou aux priorités de la Politique Agricole Commune (PAC) décrites précédemment.**

Le SRADDET indique qu'il est attendu que les stratégies territoriales prennent en compte la transition énergétique et écologique, le renforcement des centralités et le développement de l'accueil et de l'attractivité régionale, basé sur des logiques de coopération et de complémentarité (lien vers la synthèse du SRADDET : <https://fr.calameo.com/read/0030303800cf70b63b22e>).

**La stratégie et le plan d'action LEADER devront s'articuler autour de deux à quatre thématiques parmi la liste suivante :**

- Accompagner les territoires dans l'adaptation au changement climatique, en accélérant la transition écologique, énergétique et numérique des territoires (urbanisme durable, transition énergétique et écologique, gestion économe des ressources, alimentation de proximité et de qualité)

- Améliorer l'attractivité des territoires, en garantissant un socle commun de services aux citoyens<sup>1</sup>
- Renouveler le modèle d'urbanisme pour une qualité urbaine durable
- Préserver et valoriser les ressources naturelles et paysagères
- Développer l'économie de proximité
- Développer les programmes culturels, le sport pour tous, les loisirs et la vie associative
- Développer l'éco-tourisme, le tourisme social et solidaire et la promotion du territoire

Au regard des enjeux actuels, **la thématique « Accompagner les territoires dans l'adaptation au changement climatique, en accélérant la transition écologique, énergétique et numérique des territoires » est obligatoirement** à intégrer dans toutes les stratégies LEADER.

**La stratégie du GAL doit être multisectorielle**, c'est-à-dire qu'elle doit permettre de créer du lien entre acteurs et activités rurales en mêlant les différents secteurs économiques sociaux et environnementaux. La stratégie doit également répondre aux besoins et enjeux du territoire.

Par ailleurs, **des objectifs transversaux** seront à rechercher dans chacun des programmes LEADER : encourager l'innovation, la mise en réseau des acteurs locaux de différents secteurs d'activité et le partage des connaissances. A noter également que **la coopération** avec d'autres territoires français, européens ou extra-européens sur les thématiques choisies par le territoire peut l'enrichir et l'ouvrir à d'autres regards. L'ouverture du **dispositif 19.3 de coopération n'est pas obligatoire mais conseillé**.

Les candidats devront porter une attention particulière aux lignes de partage avec les autres fonds européens afin qu'un même projet ne soit pas financé par plusieurs fonds européens (cf. partie 6 – Articulation avec les autres fonds européens).

### C. La traduction de la stratégie en fiches action

La stratégie LEADER devra être traduite en **un maximum de 6 fiches action**, pour l'ensemble des thématiques retenues.

Dans un objectif de simplification, il est conseillé d'effectuer une **rédaction large** de ces fiches action (utilisation de termes génériques, moins de détails, peu de critères d'éligibilité) afin de réduire le besoin de changement de ces fiches et le nombre de vérifications à effectuer dans les dossiers. **La trame** de fiche à utiliser est présentée en annexe 2 de cet appel à candidature.

Il est à noter que la modification des fiches actions ne sera pas possible la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre, puis **le nombre de modifications de ces fiches sera limité** pendant la durée du programme. Il est préconisé aux GAL de limiter au maximum ces changements car ils induisent une visibilité limitée du cadre d'intervention pour les porteurs de projet, une charge administrative importante et un ralentissement de la programmation.

---

<sup>1</sup> Nous attirons votre attention sur le fait que LEADER sera l'unique outil européen permettant le financement de services en zone rurale sur la prochaine programmation.



### 3. Critères de recevabilité d'une candidature GAL (non dérogeables)

#### A. Territoires éligibles

##### Périmètre d'action et structures porteuses du GAL

La liste des communes intégrées dans le périmètre du futur GAL avec leur code INSEE<sup>1</sup>, ainsi que la population du GAL (source INSEE) seront à fournir dans la candidature.

L'article 32 du règlement portant dispositions communes indique que chaque stratégie de développement local donne une indication de la zone géographique et de la population concernée par cette stratégie.

**Les territoires éligibles doivent correspondre aux territoires organisés ayant un minimum de 15 000 habitants** afin de proposer une masse suffisante en termes de ressources humaines, financières et économiques pour porter une stratégie de développement viable.

**Les territoires éligibles sont les territoires de projet**, qui étant donné leurs missions et leurs compétences dans le champ du développement territorial local et de la cohésion territoriale, peuvent :

- agir sur l'élaboration de documents de planification (SCOT<sup>2</sup> principalement),
- organiser une gouvernance locale ouverte sur la société civile et la participation citoyenne, être attentif à l'environnement territorial (et à l'imbrication du projet dans une échelle territoriale plus vaste), dégager des moyens d'animation propres et pérennes pour conduire le projet,
- et être porteurs d'une démarche de projet.

Sont considérés comme territoires organisés en Bourgogne-Franche-Comté :

- les Pays
- les PETR<sup>3</sup> (loi MAPTAM<sup>4</sup> du 27 janvier 2014)
- et plus généralement tout territoire engagé dans un dispositif de contractualisation territoriale avec la Région Bourgogne-Franche-Comté. Afin de s'adapter à la réalité des situations de terrain, d'autres typologies de territoire pourront également être retenues : des EPCI suffisamment structurés et larges pour remplir les critères des territoires de projet décrits ci-dessus (et portant notamment PLUI<sup>5</sup>, PCAET<sup>6</sup>).

**La structure juridique porteuse du GAL** peut être : une collectivité territoriale, un établissement public y compris un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), un Groupement

---

<sup>1</sup> INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

<sup>2</sup> SCOT : Schémas de Cohérence Territoriale

<sup>3</sup> PETR : Pôle d'Equilibre Territorial et Rural

<sup>4</sup> Loi MAPTAM : Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

<sup>5</sup> PLUI : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

<sup>6</sup> PCAET : Plan Climat Air-Énergie Territorial

d'Intérêt Public (GIP), un autre établissement de coopération type Syndicat Mixte ou une Association de droit privé.

Les périmètres des territoires candidats seront composés de **communes entières et contiguës et d'EPCI entiers**. Le périmètre du territoire devra être **d'un seul tenant**.

**Les regroupements de territoires de projet sont autorisés** à condition qu'ils soient contigus et qu'ils ne démantèlent pas les territoires de projet en contractualisation avec la Région.

**Une même commune ne pourra pas faire l'objet de plusieurs dossiers de réponse**, y compris pour les candidatures de GAL interrégionaux : cette éventualité conduirait à l'irrecevabilité des dossiers concernés. Pour éviter ce cas de figure, un travail de concertation et de coordination des territoires concernés devra alors être mené en amont du dépôt des candidatures.

**Les bénéficiaires inéligibles** de cet appel à candidatures LEADER sont les suivants : la Communauté urbaine de Besançon, la Métropole de Dijon et les Départements.

### **Cas des territoires périurbains**

LEADER est une démarche au service du développement rural. Néanmoins, les territoires ruraux bourguignons-franc-comtois connaissent pour la plupart, des dynamiques sociales, économiques et spatiales influencées par des aires urbaines. Ainsi, les périmètres des territoires candidats pourront prendre en compte la complémentarité urbain-rural.

Au titre du présent appel à candidatures, plusieurs catégories de communes sont identifiées à l'intérieur des périmètres des GAL :

- **Les communes de plus de 80 000 habitants dénommées « grandes villes »** : elles ne pourront pas faire partie du périmètre d'un GAL, ni bénéficier d'opérations financées via LEADER en son sein (cela n'empêche pas le cas échéant, d'associer des acteurs issus de ces villes dans le cadre du partenariat). Cependant une place importante à la composante rurale du territoire devra y être préservée.
- **Les communes comprises entre 15 000 et 80 000 habitants dénommées « villes moyennes »** : elles pourront être intégrées au périmètre d'un GAL. Néanmoins, elles ne pourront pas bénéficier de financement LEADER pour les opérations d'investissement localisées sur leur territoire. Elles pourront néanmoins bénéficier d'opérations de fonctionnement.
- **Les communes de moins de 15 000 habitants** : aucune limite ou condition n'est fixée pour adhérer au GAL et bénéficier des crédits LEADER.

La liste des grandes villes et des villes moyennes figure en annexe 3.

### **Cas des territoires interrégionaux**

Un périmètre dont une partie est située en dehors de la région Bourgogne-Franche-Comté est éligible. La candidature du territoire porteur sera étudiée et, le cas échéant retenue, si le siège administratif de la structure porteuse du dossier de candidature LEADER est situé en Bourgogne-Franche-Comté. Les autorités de gestion concernées seront informées. Si le siège administratif de la structure porteuse du dossier de candidature LEADER est situé en dehors de la région Bourgogne-

Franche-Comté, la candidature se fera auprès de la Région concernée. L'enveloppe financière FEADER du GAL dépendra de sa région de rattachement.

### B. Stratégie ciblée

La stratégie et le plan d'action du GAL devront s'articuler autour de **deux à quatre thématiques (dont la thématique obligatoire de la transition écologique, énergétique et numérique)** et être **multisectoriels**. Ils seront traduits en **6 fiches action maximum** couvrant l'ensemble des thématiques retenues par le territoire.

### C. Concertation locale public-privé

La **concertation** des acteurs socio-économiques et environnementaux du territoire en lien avec les thématiques retenues est à réaliser pour l'élaboration du plan d'action. La candidature doit décrire les modalités de la concertation réalisée.

La candidature devra également prévoir la **constitution d'un comité de programmation**, comportant 50 % de membres « privés » et 50 % de membres « publics ». Le comité de programmation est l'organe décisionnel du GAL. Le rôle de ce comité, celui du GAL et celui de la structure porteuse, ainsi que les précisions sur la composition du comité de programmation figurent en annexe 4.

### D. Moyens humains

Pour assurer une bonne mise en œuvre du programme et garantir son appropriation par les acteurs locaux, la candidature devra afficher **a minima 1 agent dédié à temps plein sur LEADER**, sur la totalité de la durée du programme. Le financement LEADER sera limité à 3 équivalents temps plein (ETP)/an et représente au maximum 80% de la dépense.

### E. Contenu attendu d'une candidature

La candidature devra se présenter selon **le plan indiqué dans la partie 8** de cet appel à candidatures.

A noter qu'il n'est pas obligatoire d'avoir répondu à l'appel à projets 19.1 relatif au soutien préparatoire pour prétendre à cet appel à candidatures.
---

## 4. Fonctionnement de LEADER 2023-2027

Pour cette nouvelle programmation FEADER 2023-2027, la Région assurera les rôles d'autorité de gestion et de service instructeur des aides LEADER détaillés au point A. Les GAL seront animateurs de leur stratégie ; leurs missions sont décrites au point B ci-après.

L'agence de service et de paiement (ASP) est l'organisme payeur du FEADER chargé de gérer et contrôler les dépenses (proposition de règlement (UE) relatif au financement, à la gestion et au suivi de la PAC).

## A. Rôles de la Région dans la mise en œuvre de LEADER

Pour la programmation 2023-2027, la Région Bourgogne-Franche-Comté est **autorité de gestion régionale** du FEADER et **service instructeur de LEADER**.

Conformément à l'article 110 de la proposition de règlement (UE) établissant les règles régissant l'aide aux plans stratégiques, l'autorité de gestion est chargée de gérer et de mettre en œuvre le volet régional du plan stratégique relevant de la PAC de manière efficiente, efficace et correcte.

Le détail des rôles de la Région figure en annexe 5.

### La Région aura pour principaux rôles :

#### **Outillage et suivi-évaluation**

- développer un système d'enregistrement électronique sécurisé
- assurer un suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan de développement de chaque GAL, pour chaque dispositif
- contribuer aux missions de suivi-évaluation

#### **Mise en œuvre**

- informer les bénéficiaires et partenaires de leurs obligations résultant de l'octroi de l'aide
- procéder aux rendu-comptes au comité de suivi
- s'assurer que l'organisme payeur reçoive toutes les informations nécessaires avant paiements
- faire respecter les obligations de publicité des bénéficiaires
- définir et/ou préciser le corpus réglementaire, le diffuser et le vulgariser
- pilote l'organisation administrative nécessaire à la mise en œuvre de LEADER (harmonisation des procédures, formation...)
- rédige et suit les conventions LEADER et leurs avenants

#### **Instruction des dossiers LEADER (demandes d'aide et demandes de paiement)**

- assurer la vérification des points clefs réglementaires de l'instruction
- tracer ces vérifications dans les outils mis en place
- rédiger les décisions juridiques et leurs éventuels avenants
- suivre chaque étape de la vie des dossiers et éventuellement modifier l'instruction des dossiers quand nécessaire
- mettre en place un système de contrôle interne
- assurer un suivi et traitement des contrôles externes

#### **Accompagnement des GAL**

- diffuser et vulgariser les règles et procédures LEADER (par des notes, réunions et formations).
- assurer l'appui technique et réglementaire auprès du GAL nécessaire à la bonne mise en œuvre de ses missions d'accompagnement des porteurs de projet (par la mise en place d'un référent Région, des échanges réguliers, des réponses aux questions des GAL)
- veiller au respect de la réglementation (européenne, nationale, régionale) par le GAL dans son accompagnement des porteurs de projet et le montage des dossiers LEADER.
- veiller au respect et à la fluidité des procédures par les GAL
- peut assister aux comités de programmation du GAL, sans voix délibérative
- mettre en place des groupes de travail et d'échange entre GAL et Région

Une **convention détaillant les rôles de chaque protagoniste** sera rédigée et signée après la sélection des GAL.

## B. Missions et responsabilités des GAL dans la mise en œuvre de LEADER

Pour la programmation 2023-2027, les GAL seront animateurs de leur stratégie : ils contribueront à l'émergence de projets s'intégrant dans leur stratégie et accompagneront les porteurs de projet dans le montage de leurs dossiers (de demande d'aide et de paiement). **Ils n'auront plus de pré-instruction des dossiers à faire (contrairement au programme actuel).**

Les missions du GAL sont définies par l'article 33 du règlement (UE) 2021/1060 :

- élaborer et mettre en œuvre les stratégies de développement local ;
- renforcer la capacité des acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations ;
- élaborer une procédure et des critères de sélection transparents et non discriminatoires, qui évitent les conflits d'intérêts et garantissent qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection ;
- préparer et publier des appels à propositions ;
- sélectionner les opérations, déterminer le montant du soutien et soumettre les propositions à l'organisme responsable de la vérification finale de leur admissibilité avant approbation ;
- assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie ;
- évaluer la mise en œuvre de la stratégie.

**De manière plus détaillée, le GAL aura pour principaux rôles (ces missions seront précisées dans la convention qui sera signée entre le GAL et la Région) :**

### **Communication / sensibilisation**

- assurer une information auprès des porteurs de projets potentiels sur les possibilités de financement du GAL et les exigences liées à LEADER
- communiquer sur les actions soutenues dans le cadre de LEADER
- être le relai local de l'information sur le contexte européen et les valeurs de LEADER
- assurer un rôle de sensibilisation et de pédagogie sur les procédures et règles FEADER auprès notamment des porteurs de projets et des membres du comité de programmation

### **Animation**

- **animer et suivre la stratégie** de développement local en vue de la réalisation du plan d'actions LEADER sur l'ensemble du périmètre du GAL
- **accompagner les porteurs de projet**, le cas échéant, les aider, à monter leur projet et à remplir leurs dossiers de demande d'aides et de paiement en conformité avec les règles et procédures LEADER
- vérifier que l'opération présentée s'intègre dans le plan d'actions du GAL (avis d'opportunité)
- réunir, le cas échéant, un comité technique des cofinanceurs ou tout autre comité jugé opportun pour la mise en œuvre efficace du programme
- préparer, animer les comités de programmation et en transmettre les compte-rendus à la Région

### **Gestion**

- utiliser les modèles de documents fournis par l'autorité de gestion à chacune des étapes de la procédure et appliquer l'ensemble des règles et procédures fournis par la Région au GAL
- assurer la traçabilité des informations et des actions réalisées liées aux tâches qui lui incombent (notamment la complétude des dossiers de demande d'aide et de paiement)

- **contribuer à la sécurisation des dossiers** en vulgarisant les exigences du LEADER aux bénéficiaires et s'assurant que les dossiers transmis à l'instruction sont conformes à celles-ci
- fournir toutes les pièces des dossiers (de demande d'aide et de paiement) jusqu'à l'obtention d'un dossier complet et prêt à être instruit. **Le GAL est responsable de la complétude des dossiers.**
- transmettre les informations sur les dossiers, qui sont nécessaires à l'instruction et au suivi des dossiers par la Région
- assurer le suivi de la maquette financière de la stratégie locale de développement (suivi des enveloppes et de leur consommation par Fiche Action)

#### **Contrôles/Evaluation**

- répondre à toute demande d'information ou de documents par la Région ou l'organisme payeur dans les délais requis
- mettre en œuvre les éventuelles recommandations issues des contrôles des corps d'audit externe, de l'organisme payeur et de l'autorité de gestion notamment dans le cadre de la supervision des missions déléguées
- réaliser les évaluations nécessaires de la mise en œuvre de la stratégie de développement local

Ces différentes tâches nécessitent un minimum de moyens humains au sein des GAL à savoir **a minima 1 agent dédié à temps plein sur LEADER, sur la totalité de la durée du programme.** Pour l'efficacité de la mise en œuvre, il est en effet préférable d'avoir cet ETP minimum obligatoire sur une seule personne plutôt que de le répartir sur plusieurs.

### **C. Contexte de travail des GAL et de la Région**

Plusieurs pistes de simplification et d'amélioration des programmes seront déployées par rapport au programme actuel, sachant que **les points d'instruction resteront globalement identiques** (vérification de la commande publique, analyse au regard des régimes d'aide d'état, vérification de l'éligibilité du projet, des dépenses et du bénéficiaire, vérification du caractère raisonnable des coûts, définition du plan de financement...).

Les formations dispensées aux GAL porteront sur ces points d'instruction afin qu'ils soient en capacité d'animer leur stratégie de développement local et d'accompagner les porteurs de projets de manière à ce que le projet respecte la réglementation liée à LEADER. **Les GAL d'engagent à acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction et à les conserver sur toute la durée du programme** (participation aux formations, connaissance des notes expliquant les règles LEADER, tuilage en cas de turn over au sein de l'équipe technique...)

**Les territoires doivent avoir conscience que s'engager dans une démarche LEADER leur demande d'avoir une rigueur règlementaire importante.** En aucun cas, un projet ne pourra s'affranchir de la vérification de l'ensemble de ces points d'instruction au regard des contrôles très présents sur les fonds européens.

Entre autres, les principes suivants sont maintenus :

- Un maintien en état fonctionnel des investissements soutenus, pendant plusieurs années
- La conservation des pièces du dossier (marchés, factures...) par le porteur et le service instructeur
- Une avance de trésorerie pour le porteur de projet de plusieurs années

- Différents niveaux de contrôles externes sur tous les dossiers
- Des exigences de communication maintenues sur l'aide européenne
- Le financement LEADER ne peut venir qu'en contrepartie d'une aide publique, et sera octroyé après l'obtention des autres aides publiques
- Le montant LEADER définitif d'un projet ne peut être communiqué qu'en fin d'instruction

Les divers contrôles faits par la Région, l'ASP et l'organisme de certification des comptes CCCOP<sup>1</sup> sont maintenus sur cette nouvelle génération de programmes LEADER ; ils portent entre autres sur la qualité d'instruction de la demande d'aide et de la demande de paiement. Ils ont lieu à divers moments de la vie du dossier (avant programmation, après programmation, avant paiement, après paiement final).

En cas de défaut soulevé lors d'un contrôle, **la responsabilité financière reste assumée par la Région**. Selon le contrôle et l'anomalie soulevée, le porteur de projet peut être amené à reverser une partie ou la totalité de son aide LEADER ainsi que les autres aides publiques apportées sur le projet. Cela induit une responsabilité technique et politique partagée dans le traitement du dossier, entre le GAL (qui doit accompagner les bénéficiaires pour les amener à respecter les règles LEADER et à déposer un dossier conforme) et la Région (qui est responsable de l'instruction).

Par ailleurs, l'annexes 6 (représentation schématique de la vie d'un dossier LEADER) peut aider à comprendre le fonctionnement LEADER.

## 5. Dotation financière

**L'enveloppe FEADER** disponible au niveau régional pour la mise en œuvre de LEADER 2023-2027 est de **39 850 000 €**. **Afin que l'enveloppe LEADER soit suffisamment importante pour créer un effet levier, le nombre de territoires sélectionnés (GAL) sera limité à 25.**

Cette enveloppe LEADER permet le financement des projets issus des stratégies, y compris des projets de coopération, et des frais de fonctionnement et d'animation du GAL (ingénierie, communication, évaluation...).

Les coûts liés à la gestion, au suivi et à l'évaluation de la stratégie ainsi que son animation, y compris la facilitation des échanges entre acteurs n'excèdent pas 25 % du montant total de la dépense publique par GAL.

**La dépense publique totale** comprend l'aide LEADER ainsi que toutes les autres aides publiques nationales (ex : communes, EPCI, Département, Région, Etat, autofinancement d'un maître d'ouvrage public). En effet, pour chaque projet LEADER, le porteur de projet devra s'assurer de manière systématique, de la mobilisation d'au moins un autre financement national. Dans ce cadre, les territoires candidats à la démarche LEADER devront, lors de l'élaboration de leur candidature, travailler avec les autres financeurs nationaux (Départements, Communautés de communes ...) afin de s'assurer que les typologies de projets présentés dans les fiches-actions mobiliseront d'autres financements nationaux.

---

<sup>1</sup> CCCOP : Commission Certification Des Comptes Organismes Payeurs

**Le taux d'aide publique LEADER** peut aller jusqu'à 100% sur certains projets et sera défini dans chaque Fiche Action.

Le « taux de cofinancement LEADER » est de 80%. Cela signifie que, **sur une aide publique de 100 € affectée à un projet (hors autofinancement)**, le montant d'aide LEADER pourra atteindre 80 €. Les autres aides publiques (aides nationales) seront au moins de 20 €.

L'enveloppe LEADER sera répartie de la manière suivante entre les GAL :

- 50% de l'enveloppe sera répartie de manière égalitaire entre tous les GAL ;
- la répartition de l'autre moitié de l'enveloppe sera appréciée sur la base de critères qui seront communiqués avant la phase de sélection : critères démographiques, critères de fragilité et qualité de la candidature. La qualité de la candidature sera notamment évaluée au regard de la prise en compte de la transition / l'adaptation au changement climatique dans toutes les actions du programme. Pour cela, le territoire est invité à expliciter cette prise en compte pour chacune des thématiques proposées.

## 6. Articulation avec les autres fonds européens

Il est impératif que les projets financés par LEADER ne soient pas déjà financés par un autre fonds européen. Les vérifications doivent être faites par les GAL et tracées dans leur candidature.

Les différents programmes européens couvrant tout ou partie du périmètre régional sont listés ci-dessous. Il revient à chaque GAL de définir dans ses fiches-action les lignes de partage avec ces autres fonds.

**De manière générale, les stratégies locales de développement devront exclure les thématiques financées par le PSN, le PO<sup>1</sup> national FSE+, le volet FSE<sup>2</sup>+ du PO FEDER<sup>3</sup>-FSE+ Bourgogne-Franche-Comté et le PO national FEAMPA<sup>4</sup> (cf. annexes 7, 8 et 9).**

### Articulation avec le PSN 2023-2027

Les territoires pourront s'emparer de la thématique de l'alimentation de proximité à l'exception de la vente à la ferme et des magasins de producteurs qui trouveront une réponse dans le PSN. Les fiches intervention PSN régionales seront disponibles au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 dans leur première version.

### Articulation avec le PO FEDER-FSE+ Bourgogne-Franche-Comté 2021-2027

De manière générale, le territoire devra définir les lignes de partage et les complémentarités entre les actions financées via LEADER et celles relevant du PO hors volet rural, conformément aux lignes de partage décrites dans le PO et ses documents de mise en œuvre. **Quand un type d'opération est financé par le FEDER, alors il doit être exclu de LEADER.**

Spécifiquement sur le volet rural du PO FEDER-FSE+ Bourgogne-Franche-Comté, les territoires ne pourront pas proposer d'opérations LEADER portant sur les thématiques villages intelligents et renouvellement urbain.

---

<sup>1</sup> PO : Programmes Européens

<sup>2</sup> FSE : Fonds Social Européen

<sup>3</sup> FEDER : Fonds Européen de Développement Régional

<sup>4</sup>FEAMPA : Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture



Pour les autres thématiques du volet rural, à savoir, tourisme, patrimoine et mobilité, la ligne de partage sera définie par la mise en place d'un seuil de coût de projet (ce seuil sera communiqué ultérieurement).

#### **Articulation avec les autres Programmes opérationnels 2021-2027**

Les territoires devront faire apparaître les lignes de partage et les complémentarités entre les actions financées via LEADER et celles relevant des PO suivants (pour les territoires concernés) s'ils envisagent de solliciter des financements sur leurs volets interrégionaux :

- PO FEDER Interreg France-Suisse
- PO FEDER-FTJ-FSE+ du Grand-Est et du Massif des Vosges, volet interrégional Massif des Vosges
- PO régional FEDER-FSE+ Centre Val de Loire, volet interrégional Loire
- PO FEDER-FTJ<sup>1</sup>-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes, volets interrégionaux Rhône-Saône et Massif Central.

Les thématiques traitées par ces programmes sont listées en annexes 7, 8 et 9. Toutefois, les programmes opérationnels ne sont pas adoptés à ce jour. Des changements peuvent donc intervenir. Il est proposé à chaque territoire de se rapprocher des autorités de gestion concernées pour actualiser ces informations. Une mise à jour pourra être transmise dès lors que les programmes seront approuvés.

## 7. Performance

La Commission européenne a défini un nouveau fonctionnement du suivi et de l'évaluation de la performance pour la future PAC, qui sera davantage axé sur les résultats. La Commission européenne a ainsi défini un cadre de performance qui, sur la base d'un ensemble d'indicateurs, lui permettra d'évaluer et de suivre l'efficacité de la PAC.

Chaque territoire souhaitant s'inscrire dans une démarche LEADER doit avoir conscience de ce nouveau cadre de performance, beaucoup plus contraignant que celui de la programmation 2014-2022 et qui aura un fort impact sur la vie du programme tant en terme d'animation (pour faire émerger des projets et les intégrer dans LEADER une fois qu'ils sont suffisamment mûrs) que de suivi et de gestion des dépenses.

En effet, **chaque GAL aura un objectif annuel en termes de montant de dépense publique à payer** qu'il devra atteindre sans pour autant le dépasser. Lorsque les enveloppes individuelles seront affectées, **chaque GAL se verra remettre une feuille de route** dans sa convention LEADER lui précisant les montants annuels à payer entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2029.

La programmation 2023-2027 étant courte, 5 ans au lieu de 7 traditionnellement, les paiements des dossiers devront être réalisés au plus tard le 31 décembre 2029, soit au plus tard 2 ans après la fin des derniers engagements, au lieu de 3 ans traditionnellement.

La planification des dépenses à payer annuellement sera définie pour chaque GAL, en fonction de l'enveloppe affectée (annualité comptable et non civile).

---

<sup>1</sup> FTJ : Fonds de Transition Juste

Un rapport de performance sera remis à la Commission européenne chaque année sur les dépenses payées l'année N-1. Sur cette base, **la Commission européenne procèdera à un apurement annuel de la performance si la planification n'est pas respectée.**

**L'enjeu de la performance** et de son suivi est donc un véritable enjeu pour les GAL dans le cadre de la programmation LEADER 2023-2027 : il s'agira de démarrer rapidement les programmes et de les exécuter à un rythme soutenu.

## 8. Contenu attendu du dossier de réponse à l'AAC LEADER 2023-2027

Cette partie a pour objet de présenter une trame type à suivre dans la rédaction du dossier de réponse à cet appel à candidatures afin d'en faciliter l'analyse. Les éléments méthodologiques qui suivent, constituent un point d'appui pour la rédaction de la candidature. Ils ne présentent pas de caractère prescriptif dans les contenus et ne prétendent pas à l'exhaustivité.

La candidature **ne devra pas excéder 20 pages** (hors annexes) ; et comporter au maximum 20 pages d'annexes.

Le dossier comprendra en plus un **résumé de 4 pages maximum** rappelant :

- les points essentiels du diagnostic du territoire
- la synthèse de la stratégie retenue par le territoire (y compris en termes de gouvernance)
- illustrée par un graphe d'objectifs
- la valeur ajoutée attendue du programme LEADER
- la synthèse de la maquette financière détaillant les montants LEADER par Fiche Action

### A. Première partie : le territoire et la stratégie

Cette partie doit permettre d'une part de préciser les caractéristiques du territoire, synthétisées par l'analyse des atouts, faiblesses, opportunités et menaces. D'autre part, le diagnostic devra conduire à l'identification des enjeux propres au territoire, ainsi qu'à la stratégie du GAL susceptible d'y répondre.

#### Diagnostic du territoire

Le diagnostic comprendra une présentation de la structure porteuse. Les caractéristiques du territoire LEADER seront également précisées : communes, communautés de communes, données socio-économiques, patrimoniales, population .... Le diagnostic devra permettre d'identifier les ressources et les dynamiques d'acteurs susceptibles d'orienter et de porter la stratégie de développement du territoire. Il permettra de dégager les grands enjeux propres aux territoires au regard des thématiques qui sont ensuite développées dans la stratégie.

Un diagnostic déjà établi peut être utilisé.

### **Stratégie du GAL**

La stratégie du GAL doit veiller à répondre aux enjeux spécifiques du territoire. Elle doit en outre être ciblée, pour **traiter deux à quatre thématiques listées en partie 2**. Les ambitions du territoire en termes de **coopération** seront également exprimées dès la phase stratégique.

L'énoncé de la stratégie fera l'objet a minima d'une synthèse sous forme de diagramme d'objectifs. Le candidat pourra éventuellement compléter ce diagramme par un développement écrit.

## **B. Deuxième partie : la gouvernance**

Cette partie doit permettre de définir le **processus d'implication des acteurs du territoire** de l'élaboration du diagnostic à la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'actions :

- **Au moment de l'élaboration de cette candidature et sur chaque sujet** (diagnostic, stratégie, priorité ciblée, plan d'actions...) : Quelle méthode est utilisée ? Comment les élus et d'autres types d'acteurs sont impliqués, notamment les acteurs privés ? Quelles ont été les actions de communication ?...
- **Les modalités envisagées lors de la mise en œuvre et le suivi du projet** : quelles sont les formes de partenariat envisagées entre les acteurs dans la conduite même des projets (notamment avec le secteur privé, formation, opération de communication, investissement) ?
- **Le comité de programmation** : quelle est la composition envisagée (nature des membres : qualité, structure, public ou privé, nom des titulaires et suppléants) ? Quelles sont les modalités de mise en œuvre envisagées pour que le comité de programmation puisse être un lieu de réflexion sur les orientations prises pour soutenir la stratégie du GAL, un lieu dynamique, de mobilisation et d'échange ? La composition est-elle équilibrée au vu des communes concernées ?

Précision : Le comité de programmation est l'organe décisionnel du GAL et ne peut délibérer que si au moins la moitié des membres votants du comité de programmation est présente et si la moitié des membres présents et votant relève du collège privé (règle du double quorum). Contrairement au programme 2014-2020, il n'est plus demandé la majorité + 1 voix au collège privé.

Le but de cette instance est de permettre à des représentants locaux de se rencontrer de définir une stratégie et de statuer sur des projets.

La liste des membres du comité de programmation (titulaire et suppléant) peut évoluer mais elle doit être validée en comité de programmation (chaque personne étant nominativement désignée) et notifiée à la Région. Chaque GAL a le choix d'opter pour des binômes titulaires/suppléants ou non. Les procurations entre membres du comité ne sont pas possibles.

L'annexe 4 précise les modalités d'appartenance au collège public et au collège privé.

- **En termes d'échanges de pratiques, de transfert d'expérience** vis-à-vis des autres acteurs du territoire et des autres territoires.

### C. Troisième partie : le plan d'actions

La stratégie du GAL devra donner lieu à l'élaboration d'un programme d'actions, comprenant un nombre d'actions resserré. En effet, dans un souci d'éviter la dispersion des crédits européens, et d'effet levier maximum de ceux-ci, il s'agira de démontrer la capacité du territoire candidat à traiter de manière dominante (stratégie ciblée et plan d'actions resserré) et efficiente (résultats obtenus au regard des moyens alloués) les thématiques retenues.

Le plan d'actions sera décliné en **6 fiches action maximum** hors ingénierie et coopération (cf. en annexe 2 le modèle de Fiche Action). Une fiche spécifique sera rédigée pour présenter les projets de **coopération** envisagés le cas échéant. Une fiche spécifique à l'**animation** et au fonctionnement du GAL sera également proposée.

### D. Quatrième partie : la maquette financière, le pilotage et l'évaluation

Une maquette financière générale permettra d'identifier les **répartitions financières par fiche action** de la stratégie et fera apparaître les cofinancements envisagés, en précisant les dispositifs visés (cf. annexe 10).

Cette partie devra également traiter des modalités de fonctionnement du GAL tant en termes d'ingénierie, de suivi-évaluation que de communication.

#### Ingénierie

Le dossier de candidature devra dans cette partie identifier l'intitulé du poste mobilisé, ses compétences, ses missions et les moyens mis spécifiquement à disposition du GAL pour animer et piloter sa stratégie.

L'articulation avec les moyens d'ingénierie de la structure porteuse et plus généralement ceux en place sur le territoire et susceptibles d'être associés au GAL sera également développée (mutualisation, optimisation, réseau local d'ingénierie).

La candidature permettra d'identifier au sein du GAL un chargé de projet LEADER, interlocuteur technique privilégié de l'autorité de gestion.

#### Suivi-évaluation

Le suivi de la stratégie (stratégique, opérationnel et financier) devra faire l'objet d'un descriptif prévisionnel lors de la candidature. Certains outils de suivi seront co-construits GAL/Région.

La stratégie devra s'accompagner de valeurs cibles mesurables (indicateurs) afin de mesurer les résultats attendus. Les indicateurs seront à détailler dans les fiches action (cf. annexe 2).

Les territoires devront également prévoir les modalités de mise en œuvre des évaluations LEADER (modalités techniques, financières, partenariat). Le GAL est obligé de mener une évaluation de son programme mais reste libre sur les modalités et choix méthodologiques (cf annexe 12).

#### Communication et diffusion

La candidature LEADER précisera les pistes envisagées pour communiquer sur le dispositif (tant pour mobiliser les porteurs de projets que pour valoriser les opérations) : site internet, brochures,

événementiels... La communication ciblera en particulier les publics concernés par la stratégie et les projets innovants ou à forte valeur ajoutée. Les modalités de diffusion des expériences du GAL en son sein ou auprès d'autres territoires seront également précisées.

## 9. Critères sur lesquels sera appréciée une candidature et procédure de sélection des GAL

### A. Modalités de sélection des GAL

Les candidatures feront l'objet d'une analyse par un comité chargé de procéder à la sélection des futurs GAL. Ce comité sera composé de techniciens et d'élus régionaux.

Les candidatures seront appréciées au regard des critères suivants (cf. annexe 11) :

- Cohérence des enjeux identifiés au regard des caractéristiques du territoire
- Pertinence de la stratégie au regard des enjeux identifiés dans le diagnostic
- Ciblage de la stratégie et plan d'actions resserré
- Caractère innovant et expérimental des actions proposées
- Qualité de la concertation mise en place lors de l'élaboration de la candidature
- Diversité des membres du comité et leur cohérence au regard de la stratégie ciblée choisie par le territoire
- Cohérence des actions et des moyens humains et financiers proposés pour répondre aux objectifs
- Portée donnée au dispositif d'évaluation
- Expérience LEADER

Chaque critère fera l'objet d'une note sur 100. Une candidature qui obtient une note inférieure ou égale à 30 sera rejetée.

### B. Démarches suivant la sélection

Les GAL seront sélectionnés par la Région, à l'issue de l'appel à candidatures et auditionnés. La liste des GAL et l'enveloppe LEADER affectée à chacun d'entre eux seront délibérées par l'Assemblée régionale du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

S'en suivra la **signature d'une convention bi-partite entre la Région et le GAL**. Il y aura autant de conventions que de GAL sélectionnés. Cette convention comportera, et sans être exhaustif, le rôle de la Région et du GAL dans la mise en œuvre de LEADER, la stratégie du GAL, les fiches-actions, le cadre de performance...

### C. Calendrier de sélection des GAL

La sélection des GAL se fera en une seule fois, pour la période 2023-2027.

- **7 février 2022** : Lancement de l'appel à candidatures LEADER

- **Dépôt des candidatures au plus tard le 29 juillet 2022**
- **2<sup>nd</sup> semestre 2022** : Audition et sélection des candidats
- **Début 2023** : phase de conventionnement

La candidature est à déposer obligatoirement par courrier en deux exemplaires papier et une en version numérisée PDF au plus tard le **29 juillet 2022** à l'adresse suivante :

**Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté**  
**Direction de l'Aménagement du Territoire**  
**4 square Castan**  
**CS 51857 – 25 031 BESANCON cedex**  
**feader@bourgognefranchecombe.fr**

Toute question concernant cet AAC est à poser à l'adresse générique ci-dessus.

*Pièces jointes à cet Appel à Candidatures : les annexes*